

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Résumé de thèse - Église et aristocratie en Cambrésis (fin IXe-mil. XIIe siècle). Le pouvoir entre France et Empire au Moyen Âge central

Ruffini-Ronzani, Nicolas

Published in:
Revue Mabillon

Publication date:
2014

Document Version
Version revue par les pairs

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Ruffini-Ronzani, N 2014, 'Résumé de thèse - Église et aristocratie en Cambrésis (fin IXe-mil. XIIe siècle). Le pouvoir entre France et Empire au Moyen Âge central', *Revue Mabillon*, VOL. 86, Numéro 2014, p. 343-347.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

RUFFINI-RONZANI (Nicolas). *Église et aristocratie en Cambrésis (fin IX^e-mil. XII^e siècle). Le pouvoir entre France et Empire au Moyen Âge central*. Thèse de doctorat d'histoire soutenue à l'université de Namur, le 25 mars 2014, dir. Jean-François NIEUS et Steven VANDERPUTTEN.

Une tendance relativement récente de l'historiographie incite les médiévistes à repenser en profondeur les transformations sociales et politiques qui affectent le défunt Empire carolingien entre la fin du IX^e siècle et le XII^e siècle. Au paradigme de la « mutation de l'an mil », jadis brillamment promu par Georges Duby, ont en effet aujourd'hui succédé des approches nouvelles, plus soucieuses d'une remise en contexte des pratiques de l'écrit, plus réceptives aux acquis de l'historiographie étrangère, et, surtout, plus sensibles à la scansion des « deux âges féodaux » chère à Marc Bloch. C'est dans le sillage des recherches novatrices d'histoire politique menées ces deux dernières décennies par Dominique Barthélemy et Florian Mazel, entre autres, que s'inscrit la présente thèse de doctorat. En prenant pour cadre l'aire resserrée d'une petite principauté ecclésiastique d'Empire, cette enquête ambitionne de comprendre comment, entre la fin du IX^e siècle et le milieu du XII^e siècle, les caractères spécifiques de l'Église cambrésienne ont pesé sur les relations de pouvoir entre nobles et clercs, mais aussi, par contre-coup, entre ceux-ci et d'autres acteurs politiques majeurs de l'histoire régionale, tels les princes flamands et les élites urbaines. Par la même occasion, l'enquête vise également à déterminer comment, dans le même temps, le groupe nobiliaire local s'est positionné par rapport au message chrétien véhiculé par l'Église et aux transformations ecclésiales induites par la réforme grégorienne.

Le terrain d'enquête correspond au comté de Cambrai. Le choix d'un cadre spatial étriqué est conscient et volontaire, cet angle d'approche permettant de suivre au plus près le parcours des puissants et de saisir les inflexions de l'histoire régionale jusque dans ses plus infimes convulsions. Espace d'autorité partagé entre l'évêque et la noblesse locale, le Cambrésis occupe une position très particulière sur l'échiquier politique lotharingien des X^e-XII^e siècles : sis au carrefour des aires de domination germanique, flamande et française, Cambrai est à la fois le centre névralgique d'un petit comté d'Empire – gouverné à partir de 1007 par des évêques-comtes – et le siège de l'immense diocèse double d'Arras-Cambrai, qui relève de la province ecclésiastique « française » de Reims. Cambrai joue donc un rôle géostratégique de premier plan aux confins des deux principaux ensembles territoriaux nés de la fragmentation de l'Empire carolingien. C'est pourquoi la question du pouvoir et de son exercice s'y pose selon des modalités particulières et fait intervenir un nombre considérable d'acteurs, locaux et étrangers.

Dans le temps, les limites se sont imposées tout aussi nettement. Aux premières mentions d'un pouvoir comtal post-carolingien, au tournant de l'an 900, correspond le *terminus post quem*. L'apaisement, au milieu du XII^e siècle, des tensions induites, entre autres, par l'implantation de la réforme grégorienne fournit le terme chronologique final. Entre ces deux âges, le Cambrésis change radicalement de visage, comme a cherché à le démontrer la thèse, qui se structure autour de cinq chapitres regroupés en deux parties. La première de celles-ci aborde la période 888-1080, au cours de laquelle l'autorité impériale s'ancre, progressivement mais solidement, en Lotharingie sous les Ottoniens et premiers Saliens, tandis que le second volet examine comment l'autonomisation et l'institutionnalisation de l'Église, les aspirations politiques des élites urbaines et la présence d'un pouvoir comtal flamand aux ambitions de plus en plus dévorantes ont entraîné, entre 1080 et 1130-1140, la rupture avec le système politique bâti par les souverains germaniques. À cet ensemble s'ajoute, en annexe, un catalogue des chartes relatives aux sires d'Oisy, châtelains de Cambrai, pour une période

courant du milieu du XI^e siècle à 1189. Il en ressort une meilleure compréhension de l'histoire sociopolitique de cet espace frontalier au Moyen Âge central. Les principaux apports de la thèse ont trait à trois aspects.

1. L'évêque Gérard I^{er} d'Arras-Cambrai et la restauration littéraire de l'autorité épiscopale

Pour écrire l'histoire du Cambrésis médiéval, les historiens disposent d'une source exceptionnelle à bien des égards, une source dont l'exploitation n'est toutefois pas sans poser quelques problèmes critiques considérables : les *Gesta episcoporum Cameracensium*, un récit circonstancié des succès et déboires connus par les évêques d'Arras-Cambrai entre le VI^e et le XI^e siècle. Comme l'a jadis démontré Erik Van Mingroot, ce texte ne constitue pas un ensemble monolithique, les deux premiers livres et une fraction du troisième ayant été rédigés vers 1023-1025 sous l'autorité de l'évêque Gérard I^{er}, tandis que les chapitres finaux sont le fruit du labeur d'un autre auteur, actif au lendemain de la disparition du prélat († 1051). Les *Gesta* de Cambrai obéissent donc à une structure complexe, au sein de laquelle seule la version primitive de 1023-1025 correspond pleinement à la pensée de l'évêque Gérard, qui semble à cette époque faire face à de terribles difficultés en Cambrésis. Issu d'une puissante famille lotharingienne assez étroitement liée aux ducs et à la cour ottonienne, jouissant conjointement de l'*auctoritas* et de la *potestas*, Gérard I^{er} dispose théoriquement de nombreux atouts pour imposer son pouvoir à la frontière des deux Francie. Il n'en est pourtant rien, ses décisions s'avérant régulièrement contestées par une aristocratie rétive à son autorité et habilement soutenue par les comtes de Flandre. Afin de remédier à la mise à mal de son *auctoritas*, le prélat adopte, une dizaine d'années après son accession à la cathédre cambrésienne (1012), une stratégie politique fondée sur le recours à l'écrit : s'appuyant sur les meilleures plumes de son entourage, l'évêque projette une restauration littéraire de son autorité en supervisant la production des *Gesta* de Cambrai, mais aussi celle d'une série considérable de récits à caractère hagiographique ou apologétique (*Vitae* d'Aubert et de Géry, *Acta synodi Atrebatensis*, etc.).

À travers cette réécriture du passé diocésain, qui s'adresse avant tout à un public local, Gérard I^{er} s'efforce d'asseoir sa position éminente dans la cité. À cette fin, il adopte une stratégie triple dans l'ensemble des écrits produits sous sa férule. Gérard I^{er} s'efforce tout d'abord de s'inscrire dans une lignée sainte, celle de ses plus glorieux prédécesseurs, notamment Aubert et Géry, dont le culte est à l'époque ravivé. Il souhaite ensuite forger une image de lui-même qui serait celle du pacificateur, celle d'un promoteur de la concorde. Par contre-coup, le prélat vise, enfin, à condamner les comportements de ses rivaux, laïcs et ecclésiastiques. Pris comme un tout, ces récits, et au premier chef les *Gesta episcoporum Cameracensium*, visent donc à produire un effet politique ; ils ne constituent donc aucunement de simples réceptacles d'information. Il importe d'en prendre pleinement conscience avant d'entreprendre une étude d'histoire politique, d'autant que les *Gesta* primitifs fourniront le modèle sur lequel viendront se greffer une série de continuations, certes moins disertes et moins complexes dans leur construction, mais tout aussi politiquement engagées dans leur temps.

2. Une histoire politique en trois temps

C'est seulement une fois la déconstruction des principales sources de l'histoire cambrésienne entamée qu'il est possible d'ouvrir le complexe dossier de l'exercice du pouvoir par les grands au

Moyen Âge central. Schématiquement, la thèse a permis de démontrer que l'histoire de Cambrai au cours de la période envisagée se structure en trois phases.

La première d'entre elles couvre l'ensemble du ^xe siècle et correspond à un temps de renforcement de l'*episcopatus* au détriment de l'*honor* comtal laïque. Un siècle suffit, en effet, aux prélats cambrésiens pour supplanter des comtes relativement puissants, qui, contrairement à ce que laissent encore entendre récemment certains travaux, n'ont vraisemblablement jamais été liés par le sang à Baudouin II de Flandre. Cet accroissement de la seigneurie épiscopale connaît deux points d'orgue : le premier en 948, lorsque, avec l'appui des Ottoniens, l'évêque Fulbert (933/934-956) devient le seul maître du territoire urbain, le second en 1007, au moment où l'évêque Erluin (996-1012) reçoit du souverain germanique l'ensemble des droits comtaux sur le Cambrésis. Cet inexorable affaiblissement du *comitatus* au profit de la seigneurie épiscopale tient d'abord aux choix politiques malhabiles posés par les comtes Isaac († ca 948) et Arnoul († 1012), qui tantôt concluent des alliances peu profitables avec les ducs de Lotharingie, tantôt s'avèrent incapables de résister aux pressions militaires flamandes. Il ne fait cependant pas de doute que les prélats d'Arras-Cambrai n'auraient pu prendre le dessus sur leurs rivaux sans le soutien des Ottoniens, dont l'objectif est vraisemblablement de muer Cambrai en un rempart défensif face aux visées françaises et flamandes.

La progressive marginalisation du comte Isaac de Cambrai et de ses descendants sur l'échiquier politique local, suivie de leur complète disparition, a toutefois une conséquence inattendue pour les prélats : la montée en puissance de l'avoué et châtelain de Cambrai, dont le grossissement de l'*episcopatus* accroît considérablement le pouvoir et les ressources. En quelques décennies, celui-ci se mue en un véritable rival des évêques-comtes, un rival dont l'historiographie cambrésienne, volontiers geignarde, se plaira à souligner les exactions, au point de parfois donner l'impression qu'au cours de cette deuxième phase de l'histoire locale, une sombre anarchie régnait entre France et Empire au ^{xi}e siècle. Tout en se gardant d'une vision excessivement irénique de la situation, il importe néanmoins de nuancer le témoignage des *Gesta episcoporum Cameracensium* et de leurs premières *continuationes*. D'abord parce que les châtelains et avoués de Cambrai sont tout autant les rivaux que les alliés des évêques ; leurs intérêts sont effectivement en partie communs, puisqu'en protégeant le temporel de l'immuniste, les avoués garantissent le rayonnement de leur influence au-delà de leur domaine foncier propre. Ensuite, car, à l'une ou l'autre exception près, les violences entre le prélat et son châtelain demeurent limitées. Tout au long des trois premiers quarts du ^{xi}e siècle, les relations ne semblent d'ailleurs pas particulièrement tendues entre les évêques et leurs vassaux privilégiés, les *casati*.

La rupture avec le système politique bâti par les Ottoniens survient à partir des années 1070-1080, qui ouvrent une nouvelle période dans l'histoire de Cambrai. À l'origine de cette mutation se trouvent l'accroissement de la pression flamande, les velléités politiques d'élites urbaines enrichies ainsi que le processus d'autonomisation et d'institutionnalisation de l'Église promu par la réforme grégorienne. Longtemps latentes, les tensions induites par ces trois facteurs s'embrasent vers 1100 autour de la question de la scission – souhaitée par Rome – de l'immense diocèse double d'Arras-Cambrai. En quelques mois, le conflit, alimenté par les comtes de Flandre qui y voient l'occasion de prendre pied en Cambrésis, se mue en une véritable guerre civile, à laquelle les historiens donnent traditionnellement le nom de « schisme de Cambrai ». À l'échelle locale, ces troubles, qui se closent sur une défaite honorable des souverains germaniques, ont trois conséquences majeures : ils consacrent l'ascendant pris par les comtes de Flandre dans cette région frontalière, ils favorisent l'émergence formelle des *cives* sur la scène politique cambrésienne et, enfin, de manière indirecte, ils conduisent

vraisemblablement certains aristocrates à désertter la ville pour la campagne, où ces derniers consolident leur « seigneurie de village ».

3. Une transformation des mentalités aristocratiques ?

À Cambrai, le temps de l'histoire politique s'écoule bien plus vite que celui de l'histoire des mentalités. La documentation cambrésienne des X^e-XII^e siècles – certes moins diserte en matière de religion aristocratique qu'au sujet des luttes politiques – ne permet pas, en effet, de repérer des transformations de semblable importance dans le champ de la piété nobiliaire au long de la période envisagée. Au cours du X^e siècle et de la première moitié du XI^e siècle, la petite et moyenne noblesse cambrésienne désire avant tout, semble-t-il, s'inscrire dans les traditions carolingienne et post-carolingienne en calquant son comportement sur celui des plus puissants princes de son temps. Elle s'efforce ainsi d'établir de solides relations d'amitié avec les religieux, sans véritablement marquer de préférence pour les réguliers ou les séculiers. Pour ce faire, les aristocrates s'impliquent dans les fondations et restaurations monastiques, s'associent dès que possible aux manipulations de reliques et, surtout, déploient leur générosité aux yeux du monde. En contrepartie de leurs dons, les grands souhaitent probablement voir leur souvenir être perpétué par les clercs, comme en témoigne l'inscription de plus en plus fréquente de leur nom dans les nécrologes cambrésiens. D'aucuns parviennent en outre à obtenir le privilège d'être ensevelis dans les cloîtres des institutions ecclésiastiques où ils casent certains de leurs enfants.

La progressive implantation de la réforme grégorienne en Cambrésis ne paraît pas renouveler radicalement la piété nobiliaire. Ainsi, malgré leur condamnation par certains réformateurs, plusieurs pratiques anciennes, telles la *conversio ad succurendum* ou l'oblation des enfants, perdurent au-delà de l'an 1100. Au cours de la première moitié du XII^e siècle la religion aristocratique semble donc conserver un caractère très traditionnel, la générosité des grands s'exprimant toujours prioritairement en faveur des institutions bénédictines et canoniales, en ce compris les plus favorables à la réforme. Ce serait une erreur, néanmoins, de conclure à l'immobilisme. Deux mutations semblent en effet se faire jour au tournant des XI^e et XII^e siècles : d'abord, les « restitutions » d'autels par les laïcs se multiplient sous l'effet de la réforme, ensuite une frange de plus en plus importante du groupe nobiliaire et, surtout, des élites urbaines se montre de plus en plus généreuse avec des institutions d'un genre nouveau, les œuvres de charité. Ces évolutions préfigurent à n'en pas douter des transformations plus importantes, qui se manifesteront à partir du milieu du XII^e siècle.

En analysant la manière dont les grands exercent leur pouvoir dans une région située aux confins de la France et de l'Empire et en démontrant toute la complexité du jeu politique lotharingien, la présente thèse apporte une modeste contribution à certains débats en cours ou jamais véritablement tranchés. Elle jette ainsi un éclairage intéressant sur les modalités de fonctionnement de l'Église impériale en Lotharingie, dans la droite ligne des travaux de Jean-Louis Kupper. Elle décrypte en outre les procédés selon lesquels le pouvoir flamand parvient à s'ancrer dans cet espace frontalier et illustre relativement bien les efforts des élites urbaines pour s'imposer de plus en plus franchement sur la scène politique. Mais surtout, le dossier cambrésien plaide, comme d'autres, pour une scansion chronologique différente de celle jadis proposée par Georges Duby. Les sources ne permettent pas, en effet, de poser le diagnostic d'une transformation rapide, brutale et globale de la société entre 970 et 1030 ; elles nous

incitent, au contraire, à nous rapprocher des perspectives récemment développées par Dominique Barthélemy, qui situe plutôt la rupture avec le système politique hérité des Carolingiens aux environs de l'an 1100.